

120 battements par minute Act Up-Paris se bat encore !

La parole de l'association aujourd'hui



Dossier de presse
medias@actupparis.org

6000 contaminations
par le VIH par an en
France, jusqu'à
quand ?

sida :

***c'est pas (que)
du cinéma !***

**ACT UP
PARIS**

Dans le monde, à
peine 1 séropo sur 2
a accès aux
traitements !

sida :

***c'est pas (que)
du cinéma !***

**ACT UP
PARIS**

1 séropo sur 4
tributaire d'un
minima social
pour vivre

sida :

***c'est pas (que)
du cinéma !***

**ACT UP
PARIS**

Effets indésirables,
cancers, pathologies
cardiovasculaires :
Ah les beaux jours !

sida :

***c'est pas (que)
du cinéma !***

**ACT UP
PARIS**

Interaction traitements
hormonaux et
antirétroviraux, à quand
les études ?

sida :

***c'est pas (que)
du cinéma !***

**ACT UP
PARIS**

Les jeunes se
contaminent
encore au VIH !

sida :

***c'est pas (que)
du cinéma !***

**ACT UP
PARIS**

Vieux séropos
=
pas de retraites
chapeau !

sida :

***c'est pas (que)
du cinéma !***

**ACT UP
PARIS**

1 seule salle de
conso à moindre
risque à Paris, ça ne
suffit pas !

sida :

***c'est pas (que)
du cinéma !***

**ACT UP
PARIS**

Femmes séropos
= double
invisibilisation
dans les essais !

sida :

***c'est pas (que)
du cinéma !***

**ACT UP
PARIS**

Sommaire

- Ce que l'on pense du film (p. 4)
- Pourquoi nous militons aujourd'hui (p. 4)
- Les victoires de l'association ont été nombreuses en presque 30 ans (p. 6)
- Nos actions et travaux actuels (p. 7)
 - Commission Vivre avec (p. 8)
 - Commission Prévention (p. 9)
 - Commission LGBTIphobies-sérophobie (p. 10)
- Le redressement judiciaire (p. 11)
- Notre rapport d'activité 2016 (p. 12)
- Perspectives (p. 12)
- Rejoindre Act Up-Paris (p. 13)
- 2016-2017 en quelques communiqués (p. 14)
 - Cannes (p. 14)
 - CampagneS 2017 : nos propositions (p. 15)
 - 1er décembre 2016 (p. 18)
 - Marche des Fiertés (p. 22)
 - Permanence droits sociaux en 2017 : point d'étape (p. 24)
- Dernières actions contre les laboratoires pharmaceutiques (p. 25)
- Procès contre La Manif pour tous (p. 27)
- La manifestation du 1er décembre (p. 28)

Contacts presse d'Act Up-Paris :

06 52 48 55 94 et

06 45 60 96 52

medias@actupparis.org

- Mikaël Zenouda, Président
d'Act Up-Paris

06 13 50 89 80

presidence@actupparis.org

- Jacques Pisarik, Cosecraire
général d'Act Up-Paris,

06 36 54 43 32

sg@actupparis.org

- Rémy Hamai, responsable de
la commission LGBTIphobies-
sérophobie

06 45 60 96 52

- Xtophe Mathias, responsable
de la commission Vivre Avec

06 52 48 55 94

- Hugues Fischer, coordinateur
Prévention

01 42 75 81 25

Les médias d'Act Up-Paris

Retrouvez Act Up-Paris sur les
réseaux sociaux :

- [facebook/actupparis](https://www.facebook.com/actupparis)

- [twitter @actupparis](https://twitter.com/actupparis)

- www.actupparis.org

- www.reactup.fr

Ce que l'on pense du film

Le film *120 battements par minute* offre, avec talent, une vision d'une époque de l'association, celle du début des années 1990. Sans être chronologique, il reflète des actions, leur préparation, évoque les débats au sein de l'association et rappelle l'esthétique d'Act Up-Paris.

Il est bienvenu car il permet de parler aujourd'hui du sida et de toutes les raisons qui font que l'activisme reste nécessaire : Act Up-Paris est au regret de rappeler qu'on ne guérit toujours pas du sida, que l'épidémie perdure et qu'une forme d'indifférence demeure.

Pourquoi nous militons aujourd'hui ?

Nous luttons parce que certaines barrières à la prévention et à la prise en charge des séropos et des malades du sida ne sont toujours pas levées, et parce que le visage de la vie avec le VIH, à l'ère des trithérapies, soulève de nouvelles questions. Cela concerne des aspects thérapeutiques, sociaux, de prévention, de lutte contre les LGBTphobies, et tout particulièrement à l'international.

Thérapeutique

Les traitements permettent de contrôler le virus et de vieillir avec, mais outre leurs effets secondaires, on ne connaît pas tous les mécanismes qui font que des pathologies subsistent et que d'autres qui n'existaient pas se développent.

A l'heure actuelle en France, 1200 à 1700 séropositifEs décèdent chaque année. Leurs décès sont dus à des cancers dans 45% des cas et dans 10% des cas à des maladies cardiovasculaires et pulmonaires. 25% des décès ont lieu au stade sida.

Par ailleurs, un tiers des personnes vivant avec le VIH sont coinfectées par l'hépatite B ou C.

Vie sociale

Les séropositifEs doivent faire face encore en 2017 à des rejets (familiaux, amicaux, au travail...) et à des refus de soins des professionnels de santé.

Le sérotriage (écarter unE possible amantE parce qu'ilELLE est

séropositive) est très présent. 9 jeunes franciliennes sur 10 déclarent ne pas vouloir coucher avec une personne séropositive. 1 séropositif sur 2 déclare avoir fait l'objet d'un rejet dans la sphère sexuelle. Discriminations et dévalorisations vont bon train.

Les personnes séropositives doivent faire également face à la précarité. 40% des séropositifs ne travaillent pas, 1 sur 4 dépend d'un minima social, 1 sur 5 rapporte des privations alimentaires. Le vieillissement des séropositifs (la moitié aura ou atteindra l'âge de la retraite d'ici 10 ans) soulève de nouvelles questions, puisque les carrières ont été interrompues par des problèmes de santé et donnent lieu à de faibles pensions de retraite et/ou au minimum vieillesse.

Prévention

En France, on dénombre encore environ 6500 contaminations par an, dont 45% de gays et de bis et 40% de personnes originaires d'Afrique Subsaharienne. Le nombre de contaminations est en augmentation chez les gays et les bis, en particulier chez les jeunes et chez les seniors.

Toujours en France, autour de 30 000 personnes ignorent leur séropositivité, sur 180 000 séropositifs. Le dépistage est tardif (3 ans en moyenne après la contamination chez les Hommes ayant des relations Sexuelles avec d'autres Hommes - dits HSH, 5 ans dans l'ensemble).

Cela a deux conséquences :

- être dépisté moins tôt c'est être traité moins tôt et avoir de moins grandes chances de succès thérapeutique,
- alors que les traitements permettent de ne plus être contaminantE par voie sexuelle (sous certaines conditions), les personnes qui ignorent leur statut sérologique sont susceptibles de transmettre le VIH par voie sexuelle.

Le système de dépistage en centre de dépistage ou le dépistage associatif sont saturés, il y a besoin de moyens, or la mise en place et le développement des Ceggid (Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic) se fait à moyens constants pour le moment. Nous attendons des pouvoirs publics de vrais financements et une vraie politique de prévention. La prévention auprès des plus jeunes est notoirement insuffisante et les conséquences sont alarmantes : 40% des Infections Sexuellement Transmissibles sont enregistrées chez les 15-24 ans. Au collège et au lycée, les quelques heures accordées au sujet ne suffisent pas et ne remplissent pas l'obligation légale

d'au moins trois séances d'éducation à la sexualité de deux heures par an. Surtout, cette prévention ne tient pas compte de la diversité des sexualités et des identités de genre. **Les contaminations par le VIH ont triplé chez les jeunes gays en l'espace de 10 ans**, signe que les jeunes ne se sentent pas concernés par un virus ayant touché les aînés de la communauté et qui est du passé à leur yeux. Pourtant, on ne guérit toujours pas du sida. Les connaissances sur le virus sont en recul chez tous les jeunes.

LGBTIphobies

L'homophobie, la transphobie, la lesbophobie et la biEphobie, font le jeu du sida, rendant les personnes discriminées plus fragiles et vulnérables face au VIH. Le débat du mariage pour tous a libéré la parole LGBTIphobe. Les agressions et discriminations ont augmenté. Pourtant, les politiques s'empressent d'instrumentaliser nos luttes en en faisant de la menue monnaie électorale, et de faire croire que ménager les susceptibilités des homophobes reste une manière acceptable d'avancer, sur la PMA par exemple.

A l'international

Dans le monde en 2015, il y a eu 2,1 millions de contaminations, 1 personne séropositive sur deux n'a pas accès à un traitement, 1,1 millions de personnes sont mortes du sida.

Les nouvelles contaminations ont progressé dans certaines régions du globe : +57% entre 2010 et 2015 en Europe de l'Est et en Asie centrale ; +9% par an dans la même période dans les Caraïbes, +4% par an dans la même période au Moyen-Orient.

Plus d'1 personne vivant avec le VIH sur 2 est une femme, plus de 6 personnes nouvellement infectées sur 10 sont des femmes.

Pour 2016-2019, le Fonds mondial peine à lever au total 13 milliards d'euros. Dans le même temps, l'ONUSIDA chiffre d'ici 2020 à 26 milliards le montant des fonds à injecter pour lutter contre l'épidémie.

Les victoires de l'association ont été nombreuses en presque 30 ans

- L'accompagnement des malades, la démocratie sanitaire, le consentement éclairé.
- L'accès aux trithérapies, au TPE (Traitement Post-Exposition), le

système des RTU (Recommandation Temporaire d'Utilisation, c'est-à-dire de prescription de médicaments hors AMM [Autorisation de Mise sur le Marché]).

- La promotion et l'accès aux moyens de prévention et de dépistage.
- Des dispositifs, pas toujours mis en œuvre ou dans des conditions loin d'être satisfaisantes, mais acquis de haute lutte, tels que le droit au séjour pour soins ou la suspension de peine en raison de l'état de santé.

L'ensemble des associations de lutte contre le sida est co-responsable de ces avancées et Act Up-Paris y a joué un rôle déterminant en étant intransigeante et intraitable. Nous le restons.

La démocratie sanitaire naissante est née de la lutte contre le sida. Si des espaces de dialogue entre les associations et les institutions ont pu s'ouvrir, ne nécessitant alors plus automatiquement des actions publiques spectaculaires, sur certains sujets oubliés, ou face à l'indifférence (ainsi celle de Macron snobant l'IAS) ces actions sont toujours pertinentes.

Nos actions et travaux actuels

Nous n'avons jamais cessé de mener bataille contre les attaques répétées envers nos droits de malades, pour la solidarité internationale Nord-Sud dans l'accès aux traitements et pour les droits fondamentaux des minorités concernées par la maladie.

Malgré le désinvestissement de plus en plus criant de l'Etat dans les outils de solidarité, notamment par la réduction des subventions, nous sommes de tous les combats qui nous semblent fondamentaux au niveau national (information thérapeutique et de prévention, accès aux droits sociaux des personnes vivant avec le VIH, etc.) et international (contributions financières des pays riches au Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, accords multilatéraux mettant en danger la production mondiale de génériques, prix des traitements, etc.).

Notre volonté est de mettre un terme à l'épidémie en évitant de nouvelles contaminations, en améliorant l'information thérapeutique, l'accès aux

*soins et aux droits des personnes vivant avec le VIH,
qui restent très exposées à la précarité, aux
violences, aux inégalités, aux discriminations.
Celles-ci font d'ailleurs le jeu de l'épidémie.*

Cette ambition, nous la mettons en œuvre tant en accompagnant tous les publics concernés par l'épidémie, que par un travail de plaidoyer et par le recours à l'action publique. C'est le travail des commissions Vivre Avec, Prévention, LGBTIphobies-sérophobie qui les incarne au quotidien.

Commission Vivre avec

Act Up-Paris, c'est une **Permanence Droits sociaux** hebdomadaire par et pour les malades, avec une file active de près de 100 personnes l'année passée, habitant majoritairement en Ile-de-France, et des résultats nets en matière d'accès au logement et aux prestations sociales.

Les difficultés que nous identifions, comme les délais d'obtention de l'Allocation Adulte Handicapée (AAH) ou les modalités d'attributions de cette allocation aux séropositifs, sont autant de sujets sur lesquels nous mettons en place un plaidoyer efficace auprès des acteurs publics : **nous avons obtenu la mise en place en 2017 d'un référentiel pour l'élaboration de réponses aux besoins des personnes vivant avec le VIH demandant l'Allocation Adulte Handicapée.**

C'est aussi de l'information sur les droits sociaux, avec notamment **une brochure sur le calcul des droits à la retraite** orientée notamment vers les personnes vivant avec le VIH confrontées à cette question, que l'histoire de la maladie a placé face à des difficultés nombreuses.

L'association travaille également à actualiser, mettre en valeur et rendre plus disponible, notamment sur son site web, le contenu produit tout au long de son existence en la matière.

- Réalisation d'une brochure retraite : « VIH/SIDA Anticiper sa future retraite » (voir ci-contre), mai 2016,

<http://www.actupparis.org/spip.php?article5503>

- **VIH et handicap** : la CNSA (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, qui dirige les MDPH) sort un guide d'appui pour l'élaboration de réponses aux besoins des personnes vivant avec

The image shows the cover of a brochure titled "VIH / SIDA ANTICIPER SA FUTURE RETRAITE". The cover is red and white. It lists several social security terms: C.N.A.V, ARRCO, TAUX, TRIMESTRES, Salaire Annuel Moyen, AGIRC, DUREE D'ASSURANCE, A QUEL AGE?, PRORATISATION, A.S.P.A, LIQUIDATION. At the bottom, there is a logo for "ACT UP PARIS" and the slogan "INFORMATION = POUVOIR".

le VIH, fruit d'un travail mené avec Act Up-Paris, « AAH & VIH : il y a du nouveau, mais il reste du boulot ! », avril 2017, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5612>

Commission Prévention

Fidèle au principe « Information = Pouvoir », Act Up-Paris travaille également à diffuser l'information sur la prévention et les traitements, à travers le dispositif REACT'UP, qui se décline en un site internet et un bulletin papier diffusé dans les centres de dépistages et lieux de convivialité parisiens, franciliens et provinciaux gays, population qui constitue une part toujours considérable des nouvelles contaminations.

- Le site : <http://www.reactup.fr/>
- Les bulletins : <http://www.reactup.fr/?page=bulletins>
- (Focus sur les jeunes et le VIH dans notre dernier numéro, le 19)

• Campagne de prévention : 16 septembre Journée Internationale du préservatif interne "Prends ta prévention en main !",

<http://www.actupparis.org/spip.php?article5534>

• Enquête TPE : Face aux peu de données disponibles sur le TPE et à la méconnaissance du public sur cet outil de recours en cas de prise de risque, il nous a paru pertinent de lancer une enquête auprès du grand public sur les connaissances autour du TPE, son utilisation et les modes de délivrances. Le questionnaire a été lancé le 31 décembre 2016.



ACTUP PARIS

Contre le VIH,
pour toi, le TPE c'est quoi ?

- un Terminal de Paiement Électronique
- un Traitement Post Exposition
- un Travail Personnel Encadré
- une Très Petite Entreprise

tes connaissances, tes pratiques, ton intérêt

Réponds à l'enquête d'Act Up-Paris :
<https://www.sondageonline.fr/s/c4899fa>
7min max

Commission LGBTIphobies-sérophobie

Les discriminations LGBTIphobes et sérophobes sont à notre sens reliées, c'est pour cela que nous les abordons toujours ensemble, convaincuEs que les LGBTIphobies mènent aux contaminations. C'est souvent la double peine puisque les LGBTIphobies sont souvent couplées à ces discriminations portant sur le statut sérologique.

Act Up-Paris a déclaré plusieurs manifestations pour le mariage pour tous, voyant que d'autres baissaient les bras face à la Manif pour tous.

Les revendications trans ont leur place à Act Up-Paris, et nous les faisons nôtres, en connaissant la prévalence au VIH très élevée parmi les personnes trans.

L'association fait partie du **groupe de travail de suivi de l'ouverture du don du sang aux HSH** et a n'a eu de cesse de montrer son désaccord avec les conditions actuelles du don des gays et des bis.

- « La politique de l'EFS questionnée à l'aune du nouvel arrêté - 14 juin journée mondiale du don du sang », 14 juin, <http://www.actupparis.org/spip.php?article5508>

Dans son engagement de lutte contre le sida, Act Up-Paris laisse toujours une place importante aux personnes concernéEs qui connaissent de l'intérieur les douleurs et les discriminations.

Nous luttons aussi contre les propos et actes sérophobes des familles, amis, employeurs, qui peuvent dégrader la situation sociale des séropositifVEs.

Il est laissé une place importante à la parole sur l'aspect psychologique du vivre avec, sur les dévalorisations intériorisées.

En 2016 nous parvenions à faire modifier le logiciel Siècle du Ministère de l'Education Nationale pour qu'il autorise, lors de la saisie administrative, un élève à avoir deux parents du même sexe.

2017 est l'année de l'aboutissement du travail autour de la refonte réglementaire pour obtenir la levée de l'interdiction des soins funéraires pour les personnes séropositives : notre voix a compté dans cette avancée.

La journée de la disance : chaque 6 octobre les personnes séropositives sont invitées à parler de leur vie avec le VIH. En 2016, Act Up-Paris a réalisé trois vidéos thématiques sur la

sérophobie et les idées reçues sur la séropositivité :

<http://www.actupparis.org/spip.php?article5540>

Act Up-Paris a souhaité mettre en avant par ces vidéos la dénonciation de l'ensemble des obstacles qui pèsent sur le fait de révéler ou de parler librement de son statut sérologique. Ces obstacles, ce sont des préjugés, dans diverses sphères-monde du travail, sphère familiale, mais aussi dans le cadre des relations sexuelles, et jusque dans des obstacles législatifs et règlementaires. Cet ensemble de préjugés et de discriminations, c'est de la sérophobie. Le message pour cette journée de la disance, c'est de dire que lutter contre les préjugés sérophobes, c'est faciliter la disance. Les trois vidéos :

- Est-ce que j'ai une gueule de séropo ?

<https://www.youtube.com/watch?v=Nee-8Ldzj-I>

- La disance... en témoignages

<https://www.youtube.com/watch?v=cQDbzKcHoZk>

- Entre sida et silence

<https://www.youtube.com/watch?v=y5k5T3MqN4g>



Visuel pour la semaine de la PMA pour toutes, octobre 2016,

<http://pmapourtoutes.org/2016/10/pma-in-vitraux/>

Le redressement judiciaire

Suite à la décision du TGI de Paris du 1/10/2015 de nous permettre de poursuivre nos activités, après l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en 2014 (trouvant son origine dans la baisse des subventions), nous entendons continuer à agir en tant que collectif portant une parole originale, exigeante, reconnue et attendue, croyant toujours aussi fermement qu'une politique ambitieuse de lutte contre le sida mettra fin à l'épidémie dans des délais courts. **L'ampleur de notre dette est équivalente aux marges financières des laboratoires pharmaceutiques pour 6 traitements contre l'hépatite C.**

Notre rapport d'activité 2016

Vous retrouverez l'ensemble des actions et des plaidoyers portés par Act Up-Paris dans le rapport d'activité de l'année 2016 disponible au lien :

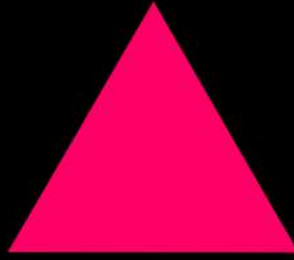
<http://www.actupparis.org/spip.php?article5637>

Perspectives

Dans un contexte de restrictions budgétaires, d'état d'urgence assorti de ses mesures sécuritaires, de répression des mouvements sociaux, les perspectives de travail de l'association portent sur :

- les questions du vieillissement des séropos et les conséquences sociales, médicales et économiques ;
- le discours autour de la virulence du sida et de sa mortalité en France ;
- la réalisation de l'enquête sur le TPE lancée à la toute fin 2016 ;
- le plaidoyer autour de l'amélioration de l'offre de dépistage en France, au niveau local ;
- l'amélioration de l'offre et de la qualité des préservatifs fournis par les instances sanitaires aux associations ;
- la lutte pour les droits des LGBT, en particulier des trans, et des minorités précarisées, étrangerEs, migrantEs, travailleurSEs du sexe, usagerEs de drogue, prisonnierEs.

Cette année 2017, nous vous convions à l'espace des Blancs-Manteaux les 1er et 2 décembre pour un weekend de débats, d'expositions et de souvenir, journée mondiale de lutte contre le sida. Ces 2 jours seront le point d'orgue de la "Fight Aids Paris Week" organisée à l'initiative d'Act Up-Paris et avec l'ensemble des associations franciliennes.



Act Up-Paris recherche :

Des séropos, des rêveurSEs, des intellectuellEs, des révoltéEs, des idiotEs, des hystériquEs, des utopistEs, des graphistEs, des folles, des virilEs, des butchs, des artistEs, des danseurSEs, des couturierEs, des fems, des geeks, des engagéEs, des enragéEs, des capricieuxSEs, des indomptablEs, des insoumisEs, des fêtardEs, des manifestantEs, des gouines, des pédés, des biEs, des trans, des intersexes, des queers, des séronegs, des militantEs...

**RDV en réunion hebdomadaire
chaque jeudi à 19h30 au local d'Act Up-Paris**

Act Up-Paris · 8 rue des Dunes Paris 19 · www.actupparis.org

Rejoindre Act Up-Paris

La Réunion Hebdomadaire

Act Up-Paris fonctionne sur des principes démocratiques et collégiaux. Les militantEs et sympathisantEs se réunissent le jeudi soir en RH (Réunions Hebdomadaires), à partir de 19h30, au local d'Act Up-Paris, 8 rue des Dunes, 75019 Paris.

C'est un lieu de débat, d'échange et de prises de décisions sur tous les combats que nous menons. ChacunE est libre d'y participer et les membres de l'association y votent les objectifs et les stratégies nécessaires pour combattre l'épidémie.

Les militantEs participent aussi à la vie des commissions thématiques d'Act Up-Paris qui produisent les analyses, l'expertise, les outils et les campagnes nécessaires pour vaincre le sida.

Adhérer

Pour nous rejoindre, participer à la vie de l'association, faire vivre les commissions, en créer de nouvelles... rien de plus simple !

Téléchargez le bulletin d'adhésion :

<http://www.actupparis.org/IMG/pdf/Bulletin-adhesion-2017.pdf>

et :

- renvoyez le dûment complété et accompagné de votre règlement à Act Up-Paris, 8 rue des Dunes, 75019 Paris
ou :
- transmettez-le à unE membre du bureau de l'association lors d'une RH.

2016-2017 en quelques communiqués

• A Cannes, des prix pour 120 battements par minute : et maintenant, le défi d'une victoire sur le sida ?

publié en ligne : 28 mai 2017

<http://www.actupparis.org/spip.php?article5626>

120 battements par minute a reçu ce soir le Grand prix du Jury à Cannes, complétant la Queer Palm et le prix de la critique internationale décernés hier. Act Up-Paris s'en réjouit, félicite Robin Campillo et ses acteurRICEs, ainsi que toute l'équipe du film, pour avoir proposé une vision d'un pan de l'histoire de notre association, de ses militantEs, et de la lutte contre le sida.

Nous nous associons à l'hommage rendu à la mémoire de touTEs cELLEux que le sida a emporté, dont beaucoup de militantEs d'Act Up-Paris.

Nous voyons ce film comme une chance de parler à nouveau de l'épidémie, qui perdure encore. 2017 : sida, on n'en guérit toujours pas !

Des traitements existent, se sont améliorés et font penser à tort aujourd'hui que le sida est une maladie chronique. Vivre avec le VIH est loin d'être facile. Nos corps fragilisés par le virus, sont soumis à un traitement à vie aux effets secondaires nocifs. Malgré les gains d'espérance de vie, les séropositifVEs présentent de plus en plus de pathologies, qui se greffent au sida pour mieux tuer : cancers (cause de 45% des décès), maladies rénales, cardiovasculaires, respiratoires, du foie...

Socialement, le virus s'en prend également à nos vies. La précarité, du fait des carrières difficiles à concilier avec la maladie et ses handicaps, est bien présente. Un quart des séropositifVEs ont pour seule ressource un minima social.

Les discriminations perdurent sur un fond d'ignorances et d'idées reçues, que cela vienne de nos employeurEUSEs, de l'état, du personnel médical, de nos propres familles ou de nos amours. Garder l'estime de soi et l'envie de vivre est un vrai défi.

De plus, le nombre de contaminations reste important en France. C'est faute d'un investissement massif pour la prévention et

l'information sur l'ensemble des moyens de prévention disponibles. C'est aussi faute de moyens suffisants mis sur le dépistage, qui est pourtant l'une des clés pour mettre fin à l'épidémie.

Le film retrace la période de l'hécatombe, depuis 20 ans et l'arrivée des antiprotéases, on ne fait que « gérer » l'épidémie.

Il est enfin temps d'éradiquer ce virus qui pourrit nos vies. C'est une question politique, de volonté et des moyens pour ne pas se contenter du saupoudrage de quelques campagnes en matière de prévention et de promotion du dépistage, des sparadraps en matière de lutte contre les discriminations et d'accès aux droits et aux soins.

L'urgence est de par le monde plus forte encore, quand à peine 1 séropositifVE sur 2 a accès aux traitements, que leur manque tue plus d'un million de personnes par an, et que la solidarité internationale est loin de suffire à changer cette situation.

Pour obtenir ces moyens, et comme nous l'avons fait par le passé, se rassembler est une nécessité pour lutter.

Peu importe qui que vous soyez, rejoignez-nous ! De nombreux combats restent à mener contre le sida et les discriminations !

2017 : sida, on n'en guérit toujours pas.

Nos combats continuent...

...rejoignez Act Up-Paris !

• **CampagneS 2017 : Nos propositions pour mettre fin à l'épidémie**

publié en ligne : 4 décembre 2016

<http://www.actupparis.org/spip.php?article5571>

Prévention

- Augmentation de la dotation des CEGGID pour accompagner l'élargissement de leurs missions.
- Augmenter l'offre de dépistage, mener des campagnes d'incitation, former les professionnels de santé pour faire évoluer leurs pratiques de proposition du dépistage.
- Mener des larges campagnes de promotion des outils de prévention combinée, auprès de tous les publics cibles.
- Dans les écoles, collèges, lycées, universités, une éducation à

la santé sexuelle qui reflète la diversité des pratiques, des orientations sexuelles et des identités de genre, sensibilise au consentement et informe sur tous les dispositifs de contraception et/ou de prévention.

- Amélioration de la qualité des capotes mises à disposition des associations. Baisse du prix (2 euros les 10 capotes haut de gamme).
- Baisse du prix des autotests, de la TVA, ouverture accélérée à la concurrence, élargissement des conditions de distribution aux associations, y compris celles qui ne font pas des TROD.
- Rendre plus facilement accessible le TPE, permettre la dispensation par des infirmières, des pharmaciens, des généralistes, des structures associatives, et renforcer l'information sur celui-ci.
- Informer sur les recommandations de vaccination (hépatite B, hépatite A, méningocoques, HPV) auprès des publics concernés, demander l'élargissement de la recommandation vaccinale HPV pour tous les jeunes à partir de 11 ans.

Situation sociale des personnes vivant avec le VIH

- Garantir la continuité des aides dispensées aux malades, en particulier par les MDPH : AAH, invalidité, PCH. Assurer l'implication de l'état pour verser aux départements les enveloppes nécessaires. Pas de réforme des minima sociaux qui impliquerait des perdants. Simplification des démarches des bénéficiaires. Revalorisation globale des aides sociales et des retraites, au-delà des l'évolution des prix (inflation).
- Assurer l'accès à l'assurance et aux crédits pour les personnes séropositives ou atteintes par une pathologie grave en limitant la surprime. Généraliser le droit à l'oubli. S'assurer que les cas des discriminations par les banques ou les assurances sont condamnés.
- Veiller à ce que le fonds handicap ne serve qu'à l'insertion des personnes en situation de handicap, et de toutes ces personnes. Renforcer les sanctions pour les entreprises qui ne respectent pas les objectifs d'emploi de personnes en situation de handicap et ne veillent pas à l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap.
- Favoriser l'accès des PVVIH au logement, en particulier aux logements sociaux. Réquisition des logements vides.
- Formation des personnels au VIH/sida dans les maisons de retraite pour prendre en charge les PVVIH qui entreront en institution (80 000 PVVIH auront dans les 10 prochaines années atteint l'âge de la retraite) et création d'une enveloppe pour les médicaments coûteux, afin que le coût des antirétroviraux ne puisse plus être un motif de refus d'entrée dans les EHPAD.

Système de santé, prise en charge et parcours de soins

- S'assurer de la réalisation du bilan annuel de synthèse et

s'assurer que le suivi se fasse aux intervalles de temps définis par le rapport Morlat.

- Lutter contre le désengagement de l'état et les tendances qui remettent en cause la solidarité du système de santé, et l'accessibilité géographique aux soins. Garantir de bonnes conditions de travail pour les personnels, en particulier hospitaliers, gage de la bonne qualité des soins proposés.
- Promotion de la santé globale des personnes vivant avec le VIH, y compris le bien-être et la santé mentale.
- Supprimer toutes les franchises médicales, lutter contre les remboursements, 0 reste à charge.

Fonctionnement et financement de la lutte contre le sida

- Une coordination au niveau interministérielle de la lutte contre le sida, qui fait le lien avec les initiatives développées aux niveaux régionaux ou locaux.
- Un rattrapage des coupes silencieuses de la France au Fonds Mondial et à UNITAID, une augmentation de la contribution 2016-2019 au Fonds mondial, et des efforts exceptionnels consentis pour atteindre le niveau de financement jugé nécessaire par l'ONUSIDA, reposant en particulier sur l'élargissement de la base de taxe sur les transactions financières.
- Pour financer le système de santé, revenir sur le système de plafonnement des cotisations sur les salaires dépassant le plafond de la sécurité sociale.

Big pharma

- Réformer la fixation du prix des médicaments et le système de brevets, renforcer le rôle et les moyens de la recherche publique, faire nôtres les revendications de la campagne internationale www.pharmagreedkills.com
- Favoriser l'inclusion des femmes et des personnes trans dans les essais.
- Intensifier la mise à disposition de moyens de prévention et de traitements grâce aux financements internationaux disponibles.

Prisons

- Mettre effectivement en place la suspension de peine pour raisons médicales, et faire émerger un système alternatif où le temps de la suspension de peine est décompté de la peine.
- Assurer l'accès aux soins et veiller au respect du secret médical en détention.
- Assurer l'accès à l'information sur la prévention et aux moyens de prévention du VIH, des hépatites virales et des autres IST, ainsi qu'à la réduction des risques. Mise en place effective des programmes d'échanges de seringue et ouverture de salles de consommation à moindre risque.
- Prise en compte de la situation des personnes trans incarcérées.
- Améliorer l'état des prisons existantes plutôt que d'en ouvrir de

nouvelles, favoriser des peines alternatives à la privation de libertés pour vider les prisons.

Egalité des droits, droits des minorités

- Elargir l'accès au don du sang pour les gays et bis en mettant fin à la logique de population à risque au profit de celle de pratiques à risque.
- Un changement d'état civil allant jusqu'au bout de la démedicalisation et de la déjudiciarisation : libre et gratuit en mairie devant un officier d'état-civil sur la base de l'autodétermination.
- Des mesures et des moyens pour lutter contre la transphobie, favoriser l'accès à l'éducation, à l'emploi, aux soins des personnes trans.
- PMA pour tous les couples et touTEs les célibataires.
- Reconnaissance juridique de l'état-civil des enfants nÉs de GPA à l'étranger.
- Défense et renforcement de l'AME, maintien des aides associées telles que l'ancien taux de solidarité transport en Ile-de-France, arrêt des expulsions des personnes séropositives et leur régularisation.
- Arrêt des expulsions des personnes LGBT, notamment vers des pays homophobes.
- Régularisation de touTEs les sans-papiers.
- Abrogation de la pénalisation des clientEs et l'arrêt de toutes les répressions (arrêtés municipaux, OQTF aux TDS sans-papiers) envers les travailleurEUSEs du sexe.
- Favoriser l'ouverture de nouvelles salles de consommation à moindre risque, permettre qu'elles ne soient pas nécessairement adossées à des hôpitaux.
- Légalisation de l'usage de touTEs les drogues, campagne de lutte contre la stigmatisation des usagerEs de drogue.
- Autorisation des greffes solidaires entre personnes séropositives.

• 1er décembre 2016 : Séropos, on vote pour qui ?

publié en ligne : 4 décembre 2016 dans Action 137 (journal trimestriel d'Act Up-Paris)

<http://www.actupparis.org/spip.php?article5569>

Action 137, diffusé pour la marche du 1er décembre, reprenait comme éditorial notre texte d'appel à la mobilisation pour la journée mondiale de lutte contre le sida.

Epidémie politique, luttes politiques !

En 2016 comme en 1995, c'est avec un mot d'ordre mettant en avant les séropos que nous avons choisi de marcher ce premier

décembre, à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida.

Nous sommes bien entendu loin du mot d'ordre de 1995 – « Séropos, la France vous préfère mortEs ! » - parce que, sur bien des aspects, la situation des personnes vivant avec le VIH s'est améliorée, notamment du fait des progrès thérapeutiques. Pourtant, avec ceux-ci, les gains d'espérance de vie posent de nouvelles questions, parce que les premiers traitements et leurs effets indésirables exposent à des incapacités, à la survenue de nouveaux risques et de maladies liées au vieillissement, ou à des trajectoires complexes qui pèsent sur les droits à la retraite de nombre d'entre nous, exposés à un avenir proche du minimum vieillesse. De plus, l'accès aux soins, aux droits, au logement, à l'emploi, etc. restent des questions cruciales...

Et, même si nous ne l'inscrivons pas sur une banderole de tête, il y a toujours autant besoin d'une remobilisation générale des séronégatifEs, tout particulièrement sur les enjeux de prévention et de lutte contre la sérophobie.

Si le nombre de contaminations par le VIH reste stable ces dernières années en France, il continue d'augmenter chez les gays et les bis, et en particulier pour les plus jeunes d'entre eux et pour les seniors.

À l'international, la situation s'améliore très lentement, avec notamment une baisse conséquente des transmissions mère-enfant dans certains pays, une baisse des décès liés au sida et une hausse de la mise sous traitement des séropositifEs ; mais cet équilibre est précaire, faute de financements supplémentaires. Le risque d'une reprise généralisée de l'épidémie, qui s'observe déjà dans certains pays, criminalisant les usagerEs de drogue, réprimant les minorités sexuelles et de genre, est réel.

Ce quinquennat a d'un côté été marqué par des décisions iniques (pénalisation des clients des travailleurSEs du sexe, expulsion d'étrangerEs malades, PMA abandonnée, coupes dans les financements internationaux, fixation des prix des médicaments, etc.) ; de l'autre, certaines réclamations des associations ont été imparfaitement satisfaites et arrivent trop tardivement (autotests trop chers, salles de consommation à moindre risque expérimentées tardivement et uniquement adossées à des hôpitaux, réforme des centres de dépistage sans budget supplémentaire, réforme des minima sociaux aux conséquences bien incertaines, campagne d'affichage de prévention ciblée acquise au forceps, etc.). De plus, au lendemain des primaires de la droite et du centre, la campagne présidentielle est amenée à s'intensifier dans les prochaines semaines.

Face à tout cela, ce 1er décembre, il est urgent d'agir, de s'organiser pour peser sur la campagne, pour dénoncer que celle-ci parte aussi mal lorsqu'il s'agit d'aborder les enjeux liés à

la lutte contre l'épidémie, pour refuser les promesses sans lendemain et exiger des moyens et des mesures concrètes.

Ce faisant, nous rappelons que l'épidémie a des causes politiques et que, dès lors, la lutte contre le sida est une lutte politique. Celle-ci passe par la réaffirmation du caractère politique de nos communautés, par le fait de rendre visible nos orientations sexuelles, nos identités de genre, nos statuts sérologiques, et de faire entendre la voix et les revendications des plus discriminés et invisibilisés d'entre nous.

Ce que nous refusons

Nous, séropos, séronégs, pédés, biEs, gouines, trans, intersexes, femmes, migrantEs, putes, usagèrEs de drogue, prisonnierEs, qui manifestons ce 1er décembre sommes une communauté politique qui refuse de donner un blanc-seing au gouvernement sortant, qui s'est joué des droits des minorités en faisant traîner les débats autour de l'ouverture du mariage aux couples de personnes du même sexe, sans avancer sur la PMA ; a offert une simplification minimale du changement d'état-civil pour les personnes trans et a si peu œuvré pour lutter contre les discriminations, renforçant celles que subissent migrantEs et travailleurSEs du sexe ; a avancé sur la PrEP et a mis à disposition les autotests, mais a tardé à promouvoir une stratégie globale sur les questions de santé sexuelle, et a continué de rationner les moyens des hôpitaux ; n'a rien fait pour que les détenuEs malades sortent massivement de prison ; a annoncé s'engager à baisser le prix des traitements sans qu'on en voit véritablement la couleur, notamment sur l'hépatite C ; s'est targué d'un volontarisme de façade à l'international pour finalement refuser d'augmenter la contribution de la France au Fonds mondial de lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose, tout en y effectuant des coupes (ainsi que sur UNITAID) pour les engagements actuels.

Nous qui manifestons le 1er décembre sommes une communauté politique qui refuse de considérer sous un jour comparable les menaces encore plus grandes qui nous guettent si des forces politiques de droite extrême ou d'extrême-droite viennent à bénéficier d'une majorité gouvernementale, complétant la majorité sénatoriale et les majorités de bon nombre d'exécutifs locaux, lesquelles fournissent autant d'exemples des conséquences à attendre d'une telle alternance. Menaces sur l'Aide Médicale d'Etat, sur l'IVG, racisme, antisémitisme, islamophobie, sexisme, homophobie, lesbophobie, biphobie, transphobie, démantèlement des solidarités, casse de l'hôpital, renforcement des pouvoirs répressifs de la police, seraient alors généralisés.

Nous qui manifestons le 1er décembre sommes une communauté politique qui ne se rendra pas. Nous nous mobilisons pour nous protéger de ce que ces iniques

perspectives signifient : recrudescence de contaminations par le VIH d'une part ; nouvelles dégradations de la prise en charge des PVVIH d'autre part, qui peuvent avoir pour conséquence une recrudescence de cas de sida, voire une augmentation du nombre de décès liés au sida, d'autre part. Nous protéger, c'est protéger tous les publics les plus vulnérables et exposés au risque de contamination, et en particulier les plus précairEs d'entre nous.

Ce que nous exigeons

Nous continuons donc d'exiger :

- que soient multipliées les campagnes de prévention ciblées promouvant l'ensemble des outils de prévention combinée (préservatifs externes et internes et gel, Prep, TPE, Tasp, dépistage), et renforçant le recours au dépistage, et que l'amplification de la prévention ne s'arrête pas aux portes des lieux de privation de liberté, notamment par l'établissement de programmes d'échange de seringue ;
- que soit favorisé l'accès aux centres de santé communautaires, promouvant une offre de santé globale, en renforçant en particulier les moyens financiers de ceux-ci ;
- que soient accessibles les droits, l'emploi, les soins, le logement, pour les séropos, et/ou les personnes trans, et/ou les travailleurSEs du sexe, ou encore les migrantEs ;
- que les politiques reviennent sur les obstacles administratifs et juridiques et sur une répression policière qui écrase ces dernierEs. C'est-à-dire, en particulier, revenir sur la pénalisation des clients des travailleurs du sexe, assurer un changement d'état-civil libre et gratuit pour les personnes trans devant un officier d'état-civil, mener une politique d'accueil sans entraves, renforcer l'aide médicale d'état, faciliter l'accès à celle-ci et maintenir, voire rétablir, les dispositifs qui y sont adossés, en particulier la tarification solidaire garantissant l'accès aux transports.

Seules de telles exigences nous guideront vers l'objectif qui est le notre : mettre un terme à l'épidémie de sida, en tarissant le flot de nouvelles contaminations, et assurer la prise en charge des PVVIH, notamment de celles qui vieillissent. Ce n'est pas une question d'attendre des innovations scientifiques décisives, qui nécessiteraient par ailleurs de bien mieux soutenir la recherche publique qu'à l'heure actuelle ; c'est dès maintenant une question de volonté et de moyens pour rendre accessibles l'ensemble des outils disponibles, nouveaux comme anciens.

Votre campagne ne nous protège pas !

CandidatEs, partis, soutiens, tant que ces réponses ne seront pas dans vos programmes, votre campagne ne nous protégera pas ! Comptez sur nous pour vous le rappeler dès ce premier

décembre et tout au long de la campagne.

Le quinquennat qui s'annonce sera celui au cours duquel nous vous jugerons sur l'atteinte des objectifs internationaux fixés pour l'horizon 2020. Vous n'aurez que vos premiers mois pour mener les actions ambitieuses qui s'imposent pour les atteindre, pour coordonner les initiatives locales et pour favoriser les nombreux engagements associatifs et activistes.

Il y a donc urgence pour vous à vous engager à agir ; quant à nous, nous sommes prêtEs et déterminéEs à vous l'imposer, et nous le montrons en cette journée de LUTTES contre le sida.

• **Séropos, précaires, ignorées : folles à la rue ! Act Up-Paris à la Marche des Fiertés 2017**

publié en ligne : 16 juin 2017

<http://www.actupparis.org/spip.php?article5630>

40 ans après la première marche parisienne, la marche des Fiertés 2017 part de la place qu'Act Up-Paris, en 1993, a rebaptisé « Place des mortEs du sida ». Cette époque a elle-même fait l'objet d'un film primé à Cannes cette année, portant une vision des luttes d'Act Up-Paris de la première moitié des années 1990. Voilà un contexte qui doit permettre à nos luttes, à leur mémoire, à leur actualité, de prendre la rue ce 24 juin !

La première marche des fiertés du nouveau quinquennat s'inscrit dans un contexte où « l'état de grâce » Macron est des plus inquiétants : le gouvernement accélère encore sur l'autoroute sécuritaire du déversement des mesures de l'état d'urgence dans le droit commun, ce qui frappe directement, tout particulièrement, les migrantEs et les putes. De plus, les réformes par ordonnances, prises pour aller plus loin encore que la loi El Khomri, menacent les vies de beaucoup d'entre nous, en nous pénalisant dans l'accès et le maintien dans l'emploi, en nous incitant à taire qui nous sommes, en nous conduisant à continuer à subir des discriminations ou du harcèlement pour garder un emploi ou un logement.

Dans ce contexte, Act Up-Paris met en avant les difficultés sociales que rencontrent pédés, gouines, biEs, trans, inter, et tout particulièrement les séropos, que les réformes à venir vont exacerber. C'est une étape pour porter dans nos luttes l'urgence de ne pas se laisser enfermer dans l'espace « sociétal », dans lequel trop tentent de nous réduire, et donc l'urgence de donner à lire nos luttes en tant que politiques et sociales, dans lesquelles des dynamiques d'alliance et de coalition ont – encore aujourd'hui – toute leur place.

Nous portons des revendications sociales parce que les séropos vieillissent, ce qui reflète un allongement bienvenu de leur espérance de vie, qu'autour d'une moitié d'entre eLLEux sera retraitée ou atteindra l'âge de la retraite d'ici 10 ans, que leur histoire avec le virus, avec le traitement, avec la sérophobie, ont eu des impacts sur leurs carrières et sur le nombre de trimestres validés, et donc in fine sur la pension de retraite, amenant beaucoup d'entre eLLESux au minimum vieillesse.

Nous portons des revendications sociales parce qu'au delà du seul minimum vieillesse, un quart des séropos a pour seule ressource un minima social, et qu'un cinquième est contraint à des privations alimentaires.

Nous portons des revendications sociales parce que les séropos restent concernés par des problèmes de santé divers, au premier rang desquels cancers et maladies cardiovasculaires, dans lesquels le VIH, l'inflammation chronique, les effets indésirables encore existants peuvent jouer un rôle, et que l'ALD ne suffit pas à éponger les dépenses de santé qui restent à payer de leur poche.

Ces revendications sociales, ce ne sont pas remplacer des cotisations sociales par des points de CSG pour faire baisser les prestations garanties, et sacrifier le droit du travail : bien au contraire, Act Up-Paris exige une revalorisation massive et d'urgence des minima sociaux, un relèvement du plafond de la CMU-C de sorte que touTEs les allocataires de minima sociaux y aient accès, et la fin de tous les restes à charge.

IgnoréEs par le gouvernement, nous le sommes pourtant aussi souvent au sein de nos communautés. L'isolement social, affectif, sexuel frappe plus durement les séropos. Le rejet des séropos se base sur de fausses craintes fondées sur la méconnaissance des risques de transmission. Toutes les études scientifiques montrent pourtant qu'en l'absence d'IST, et à charge virale continument indétectable depuis au moins 6 mois, unE séropositifVE sous traitement et observantE ne transmet pas le VIH par voie sexuelle. Un message qui doit être martelé, être affiché, tout comme les campagnes de prévention et d'information doivent être intensifiées, et rappeler la diversité des outils disponibles (les capotes, les gels, le TPE, la PrEP), et tout comme, face aux files d'attente qui s'allongent dans les centres de dépistage gratuits (Ceggid), les moyens alloués au dépistage, véritable clé pour réduire les contaminations, doivent être amplifiés. Mais le gouvernement, tout entier à ses lubies sécuritaires et ultralibérales, daigne-t-il seulement l'entendre ?

Seul un mouvement d'ampleur a une chance de



faire reculer le gouvernement. Nous, pédés, gouines, biEs, trans, inter, séropos, précaires, ignoréEs, folles, savons qu'il en va de nos vies d'en faire partie. Dites-le avec nous ce 24 juin.

• **Activité de la Permanence Droits Sociaux depuis le 1er janvier 2017**

publié en ligne : 7 juin 2017

<http://www.actupparis.org/spip.php?article5628>

Un point sur l'activité de la permanence droits sociaux d'Act Up-Paris pour ces cinq premiers mois de l'année 2017. Nous notons une fréquentation en hausse et de manière significative avec une moyenne de 7 entretiens par mercredi après-midi. Avec une pointe à 10 personnes et une autre à 17 personnes. Soit 127 entretiens pour 62 personnes différentes reçues sur 5 mois. Sur les 20 nouvelles personnes venues nous consulter la première fois cette année, 30% sont envoyées par les institutions (assistantes sociales de secteur et de d'hôpital) puis viennent les associations avec 20% et le relationnel (bouche à oreille) 25%, internet (site web et facebook) 20 %, réputation 5%. La moyenne d'âge des 20 nouveaux venus est de 53 ans.

Le dossier majeur est le dossier d'Eric qui avait sollicité notre aide afin de pouvoir obtenir son dossier médical dentaire (nous vous invitons à lire nos Sida Is Disco sur le sujet sur le site web à ce sujet). Ce dossier par notre action aura mis en lumière que le dentiste qui a procédé à toutes les opérations d'implantations n'a pas le droit d'exercer en France. Nous avons informé la ministre de la Santé ainsi que le Conseil départemental de Paris des Chirurgiens-dentistes de difficultés d'accès à un dossier médical personnel qui aura mis des mois à parvenir au patient, incohérent et incomplet. Le Conseil départemental de Paris des Chirurgiens-dentistes avec qui nous avons été en contact direct s'est joint à la plainte d'Eric en déférant le dentiste responsable du cabinet et sa société professionnelle devant la Chambre Disciplinaire de Première Instance de l'Ordre des Chirurgiens-Dentistes de l'Île de France se fondant sur les articles R.4127-222, L.4123-2, R4127-233 du Code de Santé Publique. Par ailleurs, un cancer vient de lui être diagnostiqué par sa nouvelle équipe de soins et qui n'avait même pas été vu par son médecin traitant. On lui a aussi découvert une dizaine de tâches de Kaposi... alors même qu'il a une charge virale indétectable.

Plusieurs personnes que nous suivons reviennent nous voir afin d'établir un dossier d'aggravation auprès de la MDPH, non pas pour la pathologie initiale du VIH mais pour de sévères comorbidités, y compris le cancer de plusieurs organes.

Nous traitons toujours quelques dossiers d'AAH qui ne posent

pas trop de problèmes lors de renouvellements pour les anciens malades. Les mêmes dossiers pour les nouvellement contaminés, eux ne passent plus.

Le logement est toujours une préoccupation dominante pour les personnes que nous suivons. Depuis le 1er janvier 2017 dans le cadre de la PILS nous avons relogés 10 personnes pour 8 logements obtenus (c'est un très bon chiffre sur 5 mois d'activité) et notre file active est de 12 demandeurs toujours en attente à ce jour.

Nous avons une pensée pour Jean qui vivait depuis plusieurs mois dans un garage qu'il sous-louait, un box sans aucune commodité, maintenant logé. Akim a perdu son emploi dans la finance suite à la suite d'un grave accident de voiture qui l'a immobilisé pendant plus d'un an. Puis s'en est suivi la découverte de sa séropositivité. C'est de par son activité d'escort pendant une période qu'il a pu conserver son logement d'un loyer de 850 euros pour 808 euros d'AAH. Il assume mais son désespoir est grand. Il vient d'être relogé dans le 75016. Il a retrouvé sa liberté et une nouvelle vie débute pour lui.

La majorité des personnes que nous suivons dans le cadre d'une demande de logement social sont SDF des suites d'une rupture affective ou d'un logement quitté suite à une expulsion.

Un cas de "stealththing", le retrait à l'insu par le partenaire du préservatif pendant une relation sexuelle, nous a été signalé. L'intéressé qui était à l'étranger hors de l'Union Européenne pendant les faits s'est vu prescrire un TPE d'un mois. Le coût du TPE de 1500 € sera laissé à la charge du patient par la CPAM. Cette situation doit changer pour rétablir une égalité entre usagerE ayant besoin d'un TPE, quelque soit sa localisation géographique.

Cette permanence gratuite est entièrement assurée par des bénévoles. Avec les traitements le sida change encore de visage mais la précarité et l'isolement tuent et continuent tous les jours. La permanence Droits Sociaux d'Act Up-Paris a lieu de 13 heures à 17 heures chaque mercredi, sans Rendez-vous.

Adresse : Act Up-Paris – 8 rue des Dunes 75019 Paris

Accès : Métro Belleville

Dernières actions contre les laboratoires pharmaceutiques

Pharma Greed Kills, le 1er avril 2016

Act Up-Paris s'est jointe à des organisations de 25 pays de tous

les continents pour pointer les pratiques de l'industrie pharmaceutique, en matière d'accès insuffisant et/ou à des prix trop élevés aux traitements. Comme dans plusieurs autres pays du monde, une manifestation de protestation s'est tenue devant le laboratoire Gilead à Boulogne-Billancourt. Une banderole « Shame on Gilead » a été déployée, des foies ont été déposés, rappelant que les traitements anti-VHC commercialisés par Gilead, les premiers mis sur le marché, ont atteint des prix ayant peu d'équivalents, ayant conduit à des politiques de rationnement même dans les pays développés, des slogans ont été chantés pendant quelques minutes.

La préparation de l'action a demandé un mois de travail et de coordination et a impliqué des activités d'Act Up London, Act Up New York, et Act Up-Paris, entre autres. Autant de liens tissés !

Un site a été monté pour rendre compte de toutes les actions entreprises :

<https://www.pharmagreedkills.com>



Parce que la présence d'un char de Gilead à la Marche des Fiertés 2017 nous a choqué, nous l'avons manifesté à leur passage, vidéo :

<https://youtu.be/yxkjeQ51480>

Procès contre La Manif Pour Tous

Le 4 août 2013, Act Up-Paris zapait le siège de la fondation Lejeune, lobby réactionnaire homophobe et sexiste, dont la directrice de la communication n'est autre que Ludovine de la Rochère, présidente de La Manif pour tous.

À la suite de ce zap, deux affaires sont en cours :

- une pour injures publiques, suite à la plainte déposée par La Manif pour tous (LMPT),
- une pour diffamation, suite à la plainte déposée par Ludovine de la Rochère.

Pour la plainte de LMPT, pour injures publiques, l'instruction s'est faite au printemps 2014, l'audience de jugement a eu lieu le 15 décembre 2015. Faute de dossier constitué en bonne et due forme, la plainte de LMPT a été jugée irrecevable. Appel a été fait de cette décision par LMPT, l'audience de jugement en seconde instance a eu lieu le 7 septembre 2016. Le rendu délivré le 3 novembre 2016 a condamné notre présidente au moment des faits à 800 euros d'amendes, autant de dommages et intérêt, et le remboursement des frais de justice à hauteur de 1500 euros. Nous avons formé un pourvoi en cassation

<http://www.actupparis.org/spip.php?article5554>

qui n'est pas suspensif des condamnations financières, qui sera examiné fin 2017 ou en 2018.

Pour la plainte de Ludovine de la Rochère, l'instruction s'est faite au printemps 2015, l'affaire a été examinée en décembre 2016 en première instance. Le jugement rendu de janvier 2017 épargne Act Up-Paris, mais Ludovine de la Rochère a fait appel et l'audience en seconde instance aura lieu en septembre 2017.

Nous n'acceptons pas que soit ramenée - de manière dépolitisante - sur le plan de l'injure la caractérisation politique d'un discours qui cautionne des inégalités, méprise les LGBTI et a ouvert la voie à un déferlement de violences à leur égard.

La manif du 1er décembre, journée mondiale de lutte contre le sida

Chaque année, c'est Act Up-Paris qui organise la manifestation du 1er décembre, journée mondiale de lutte contre le sida. L'espace urbain doit être réinvesti par les revendications et les pluralités, manifester doit montrer que nos minorités existent, se mettent en colère et faire entendre nos revendications.

Comme pour d'autres mobilisations, l'état d'urgence n'aide pas. Ainsi, la marche du 1er décembre 2016, n'a été maintenue qu'in extremis, suite à une négociation ferme d'Act Up-Paris et de ses alliéEs auprès des autorités.

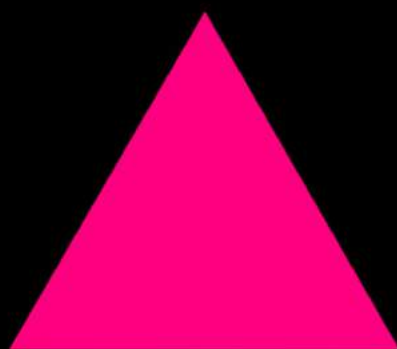
« Pour la préfecture de police de Paris, les vies et la visibilité des séropos et des minorités ne valent pas deux bornes dans le Marais ! », 29 novembre 2016,

<http://www.actupparis.org/spip.php?article5565>



Act Up-Paris continue de lutter contre le sida

En mémoire de touTEs cELLEux qu'il a emporté
dont cELLEux qui ont milité avec nous, *mortEs et rebELLEs*



CHARVIN Gilbert ▲ WILKIN Bernard ▲ BERGEON Jean-Luc ▲ BERTHE Denis ▲
BRUMAND Patrice ▲ CLOAREC Didier ▲ CLOTILDE Jean-Yves ▲ FORGEAU
Bernard ▲ GAMARD Alain ▲ GONZALES Miguel-Angel ▲ LOISON Christophe ▲
MARTIN Paul ▲ OBJOI Loïc ▲ PALLORDET Patrice ▲ PALMA José ▲ PARFORU
Laure ▲ PLANER Hermann ▲ PINCHARD François ▲ Claude ▲ Anne-Laure ▲
Paul ▲ GRUMELLON Bernard ▲ • **1990** PLAZEN Pierre ▲ • **1992** JEANMAIRE
Hervé ▲ GENET Philippe ▲ GOMEZ Alain ▲ • **1993** JORRY Hubert ▲ Den ▲
BRECHT Jörg ▲ SCOZZARO Bernard ▲ PICARD Philippe dit Arthur ▲ MERCY
Pierre-Yves ▲ GUEDJ Muriel ▲ • **1994** DOLO Christian ▲ HUGON Daniel ▲
LAURENT Gilbert ▲ LE DEUF Fabrice ▲ ALLIOT Michèle ▲ PROST-DAME Alain
▲ RIALLAND Bertrand ▲ VELLAY Cleews ▲ ATTALI Franklin ▲ DUCRET Xavier ▲
GATTÉGNO Jean ▲ MARYNS Marc ▲ POINET Philippe ▲ NAKACHE Robert ▲
MELLA Jacques ▲ ANGUENOT-FRANCHEQUIN Mark ▲ BEAUVAL Fernand ▲
COULAVIN Luc ▲ GOCURYN Alain ▲ HUGON Dominique ▲ Mc KEAN Aldyn ▲
SAN Olivier ▲ SAFFAR François ▲ LÉBOUCH Jean-Luc ▲ • **1995** AOURAS
Karim ▲ DAGRON Nathalie ▲ GRUMELON Bernard ▲ MUGNAUX Armand ▲ •
1996 GATILLON Philippe ▲ PLESKOFF François ▲ WEISS Alain ▲ PONCEY
Marc-Eric ▲ KISPREDILOV Silfide ▲ NIHOTTE Bernard ▲ TOZZI Thierry ▲ VALY
Alain ▲ CHERDEVILLE Dominique ▲ MOTTA Christian ▲ LAINÉ Jean-Philippe ▲
GAYOT Christophe ▲ SCHMITT Pascal ▲ BRULER Jean-Claude ▲ PESLERBE
Christophe ▲ AYASSE Patrice ▲ SENILLE Daniel ▲ COPPARD Lionel ▲ ALVES
Fernando ▲ MAILLARD François ▲ • **1997** BUCHOLZ Robert ▲ COMBE Guy ▲
AYASSE Sylvie ▲ WEISS Cécile ▲ RENARD Marie-Jeanne ▲ BOURION André ▲
KALINSKY Alain ▲ KERAMOAL Jean-Pierre ▲ PERROT Patrick ▲ MAUCLAIR
Marc ▲ • **1998** RUTIN Patrice ▲ CANCE Olivier ▲ ARCIER Bruno ▲ SOKOL
Emmanuelle ▲ ESNAULT Bruno ▲ D. Patrice ▲ • **1999** DANAND Alain ▲ • **2000**
ZRIHEN David ▲ CORDEIRO Djamila ▲ PERDEREAU Thierry ▲ GIAMMATTEI Luc
▲ • **2004** NIN'JA Hélène ▲ WEINBERGER Christine ▲ • **2005** PALMER Jeff ▲
ROYON Lionel ▲ • **2007** GERMAIN Daniel ▲ MILLET Jean-Pierre ▲ • **2010**
CHARPENTIER Christian ▲ PASQUAY Stéphane ▲ • **2011** SANCHEZ Gérald ▲
• **2014** SIAVY Thomas ▲